

LA DESTRUCTION ATOMIQUE D'HIROSHIMA ET DE NAGASAKI INCERTITUDES HISTORIQUES ET DILEMMES ÉTHIQUES



Steven EKOVIČ

The American University of Paris

JUSQU'À LA FIN DE SA VIE, HARRY TRUMAN a prétendu qu'il n'avait jamais regretté d'avoir donné l'autorisation des bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945. Mais peu de temps après la dévastation des deux villes dans une apocalypse nucléaire, Truman a commencé à souffrir de terribles migraines¹. L'utilisation des bombes atomiques a marqué à jamais les relations entre les États-Unis et le Japon, et la controverse sur l'utilisation de l'arme atomique va sans aucun doute se poursuivre indéfiniment. L'historiographie et les commentaires sur la question sont gigantesques. Chaque génération d'Américains et de Japonais a revisité la question, et les suivantes vont sans aucun doute continuer. Aux yeux de certains, la justification morale de la destruction de deux villes japonaises est claire et sans appel. Pour d'autres, cela a été et restera ambigu, une question éthique conduisant régulièrement à une aporie philosophique. Les questions éthiques demeureront toujours pertinentes. Cependant, de nombreux commentateurs, préoccupés par cette question et écrivant dans une perspective postérieure à Hiroshima, ont tenté de proposer toutes sortes d'alternatives à la bombe A – mais il ne faut jamais oublier que Truman fonctionnait dans un monde antérieur à Hiroshima. Truman et ses collaborateurs ne cherchaient pas à éviter l'usage de la bombe, et ceux qui aujourd'hui se concentrent sur les alternatives possibles déforment l'histoire en leur accordant une trop grande importance. Les faits historiques sont clairs : les dirigeants américains n'ont pas hésité à rejeter, ou n'ont jamais sérieusement envisagé, la plupart des prétendues alternatives à la bombe.

Certes, c'était bien Truman qui était le président quand les bombes ont été lâchées, mais il n'y a aucun doute que Franklin Roosevelt en aurait aussi fait usage s'il n'était pas mort en avril 1945². D'ailleurs, on ne peut pas vraiment dire que le président Truman ait « autorisé » le bombardement. L'histoire montre clairement qu'il n'a jamais été sérieusement envisagé de ne pas utiliser les bombes. Fondamentalement, on peut dire que la décision de s'en servir a été prise en même temps que celle de les fabriquer³. L'impulsion politique et bureaucratique d'utiliser cette arme était inébranlable. « Truman n'a pris aucune décision parce qu'il n'y avait pas de décision à prendre », rappelait cinquante ans après l'ancien attaché naval George Elsey, se souvenant de l'atmosphère du moment à la Maison-Blanche. « Il n'aurait pas plus pu la stopper qu'un train dévalant des rails... C'est assez facile d'arriver plus tard et de dire que la bombe a été une chose horrible. Toute cette fichue guerre a été une chose horrible⁴. » C'est seulement après l'utilisation de la seconde bombe sur Nagasaki que Truman a ordonné que toute future utilisation nécessite l'autorisation formelle du président. Truman était hanté par la perspective d'annihiler une autre ville, avec « tous ces gosses ».

Il est peut-être plus facile de comprendre l'impulsion politique qui a porté l'usage de cette arme terrible si l'on considère que l'effort fourni pour créer la bombe atomique a constitué le plus important projet de recherche militaire, d'une envergure inégalée jusqu'alors. Sur une période de moins de trois ans, ce programme a coûté plus de 2 milliards de dollars (l'équivalent d'au moins 30 milliards aujourd'hui), a nécessité la construction et l'utilisation de 37 installations aux États-Unis et au Canada, a employé à peu près 120 000 personnes et absorbé une large proportion des compétences scientifiques et techniques du pays. Des scientifiques provenant d'au moins 10 autres pays ont contribué aux élaborations théoriques et au succès des expériences qui ont permis la réalisation de la bombe. Il faudrait ajouter que les scientifiques qui ont travaillé sur la mise au point de cette arme avaient tendance à l'envisager comme un formidable défi scientifique et technique, dissocié de considérations politiques et éthiques – au moins jusqu'à ce qu'ils aient réussi à résoudre des problèmes techniques inouïs.

Il est clairement contraire aux lois de la guerre d'utiliser une arme mettant délibérément en danger des non-combattants et populations civiles, ou de recourir à l'usage disproportionné de la force contre des cibles militaires. Dans cette perspective, il est difficile d'échapper à la conclusion que les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ont été des crimes de guerre. Le seul argument que l'on puisse avancer en faveur de l'usage de ces bombes est qu'elles ont permis d'écourter

la guerre et, en évitant une invasion terrestre du Japon, d'épargner plus de vies qu'elles n'en avaient coûté – pas seulement du côté américain, mais aussi du côté japonais. Cela conduit dès lors à d'autres questionnements. Existait-il d'autres options possibles pour mettre fin à la guerre, sans invasion et sans recours à la bombe ?

Si une invasion du Japon s'était avérée nécessaire, à combien pouvait-on estimer le nombre de morts américains et japonais ? Les acteurs de l'époque et les historiens ont tenté de répondre à ces questions. Mais il demeure essentiel de comprendre qu'on ne pourra jamais donner de réponses définitives ou sans appel à certaines questions fondamentales concernant l'usage de la bombe, car elles relèvent plus de l'ordre de la spéculation, de la supposition et de l'incertitude que de la démonstration concluante. En mai 1945, après la capitulation de l'Allemagne nazie, l'existence de ces bombes d'un type nouveau était source de grand espoir en même temps que de grande incertitude pour le petit nombre de dirigeants qui en connaissaient l'existence. Ils espéraient que cette arme nouvelle et terrible accélérerait le terme de la guerre avec le Japon. Mais à ce moment-là encore, beaucoup de doutes demeuraient concernant la bombe et son utilisation.

Roosevelt a en quelque sorte légué à Truman la stratégie consistant à réduire au minimum les pertes en vies humaines américaines. À vrai dire, au regard du nombre de morts soviétiques, allemands, chinois, japonais, anglais et bien d'autres, et si l'on tient compte de la résistance de l'ennemi japonais, le nombre de morts américains durant la Seconde Guerre mondiale a été relativement faible, environs 420 000, comparé aux millions, voire dizaines de millions de autres belligérants, surtout si l'on compte les victimes civiles⁵. Au-delà de sa détermination à rester fidèle à l'héritage de Roosevelt, Truman a cherché à limiter au maximum les pertes humaines américaines en raison de sa propre expérience de combat. Ancien capitaine d'artillerie durant la Première Guerre mondiale, il s'était trouvé sous le feu de l'ennemi, il avait vu mourir des soldats sous ses yeux, y compris ceux qui se trouvaient sous son propre commandement. Truman était par conséquent en grande empathie personnelle avec le point de vue de Roosevelt. De plus, durant les trois années et demie qui suivirent l'attaque-surprise sur Pearl Harbor, la guerre du Pacifique s'était révélée d'une très grande sauvagerie. Selon l'historien John W. Dower, cela a été une « guerre sans pitié », encore plus brutale et déshumanisée que le conflit européen. « Alors que la Seconde Guerre mondiale s'éloigne dans le temps et que les chercheurs fouillent dans les documents officiels, écrit Dower, il est facile d'oublier les sentiments viscéraux et la pure haine raciale qui s'étaient emparés de pratiquement tous les participants à la guerre, chez nous et outre-mer⁶. »

S'il semblait clair que le Japon était au bord de la défaite, cela ne signifiait nullement qu'il était proche de la capitulation. Les chefs militaires japonais avaient réalisé, après la chute de Saipan en juillet 1944, qu'ils ne pourraient pas gagner la guerre. « On ne peut plus mener cette guerre, concluaient-ils, avec le moindre espoir de succès. » Néanmoins, ils ont poursuivi les combats dans l'espoir de saper la volonté des Américains de continuer la guerre afin d'obtenir une reddition dans des termes qui leur seraient les plus favorables possible. Après avoir conclu que cette guerre était une cause perdue, leur opinion a été que « la seule issue pour les cent millions d'habitants japonais est de sacrifier leurs vies en attaquant l'ennemi afin de lui faire perdre la volonté de continuer de combattre⁷ ». Les archives désormais accessibles aux historiens montrent que les chefs japonais étaient prêts à perdre une guerre, mais seulement au moyen d'une sorte de kamikaze collectif de masse.

Immédiatement après la guerre, les Américains ont approuvé à une majorité écrasante l'utilisation des bombes atomiques. Un sondage Gallup réalisé le 26 août 1945 a montré que 85 % des enquêtés approuvaient les attaques atomiques, 15 % s'y opposaient et 5 % étaient sans opinion. Mais les dirigeants, responsables de la décision des bombardements, n'étaient pas du tout certains que les générations futures garderaient une opinion aussi favorable de leurs actions. En janvier 1947, on a persuadé l'ancien secrétaire à la Guerre durant la Seconde Guerre mondiale, Henry L. Stimson, de publier dans un magazine grand public un article justifiant la destruction atomique des deux villes japonaises par la nécessité de mettre fin au conflit. Dans cet article, il prétendait aussi que, dans l'hypothèse d'une invasion du Japon, « on prévoyait un coût humain de plus d'un million de soldats, pour les seules forces américaines⁸ ». Ce chiffre d'un million a été sérieusement mis en doute par les historiens. Les sources sur lesquelles Stimson se fonde pour avancer ce chiffre d'un million ne sont pas claires, mais le prestige de l'auteur a donné à sa thèse une telle force qu'elle a très rapidement été gravée dans la légende du recours à ces bombes.

Après avoir quitté la Maison-Blanche, le président Truman a repris cette même thèse du million, bien que, à certaines autres occasions, il ait avancé un chiffre beaucoup moins élevé⁹. Cela n'a pas empêché la thèse de Stimson de demeurer la référence la plus communément répandue. Mais la première étude historique sérieuse sur l'usage de la bombe a remis en question ce consensus. Dans son ouvrage *Japan Subdued: The Atomic Bomb and the End of the War in the Pacific*, publié en 1961, l'ancien diplomate américain Herbert Feis n'a pas été en mesure d'avancer des preuves confirmant des estimations aussi élevées, même s'il a écrit que le non-re-

cours à la bombe aurait coûté la vie à des centaines de milliers de soldats américains. À la fin des années 1980, les travaux universitaires ont abouti à une vision largement acceptée, selon laquelle les archives ne fournissaient pas de preuves suffisantes pour confirmer que des « centaines de milliers » de vies de soldats auraient été épargnées.

Il n'en reste pas moins qu'une invasion du Japon aurait entraîné un nombre significatif de pertes américaines. Les estimations faites par les généraux américains à l'époque variaient de 40 000 à 50 000 morts et près de 200 000 blessés, pour parvenir à vaincre le Japon. Il faut remarquer que les documents historiques n'apportent pas de preuve que Truman ait été informé de façon approfondie du nombre possible de pertes. Le chiffre de 31 000 victimes américaines durant les trente premiers jours d'une invasion a apparemment été le seul dont le Président ait eu connaissance avant la fin de la guerre¹⁰. Il faut aussi prendre en compte une autre considération, à savoir les pertes humaines ininterrompues alors que la guerre se poursuivait. En accélérant la fin de la guerre, le recours à la bombe a sans aucun doute sauvé des vies qui auraient été perdues durant la poursuite des combats. Mais leur nombre demeurera bien sûr inconnu. Il convient d'ajouter un autre élément à ce calcul macabre : il s'agit du nombre de vies japonaises épargnées en évitant une invasion, un embargo naval et des bombardements conventionnels. Il ne faut pas oublier que les raids des bombardements les plus destructeurs de l'histoire ont eu lieu le 10 mars 1945, lorsque 334 B-29 ont lâché des bombes incendiaires sur Tokyo, détruisant 25 % de la ville et tuant au moins 100 000 civils. Plusieurs autres villes japonaises avaient été déjà bombardées, et les raids du 10 mars n'étaient pas les premiers à s'abattre sur Tokyo¹¹.

L'impact des bombes sur les décisions prises par les dirigeants japonais fait l'objet de controverses parmi les historiens américains. Certains soutiennent que la première bombe aurait suffi pour obtenir la reddition des Japonais¹². Immédiatement après la destruction d'Hiroshima, le 6 août, les Soviétiques ont déclaré la guerre au Japon le 8 août et préparé une offensive militaire vers l'est. Puis, un jour plus tard seulement, le 9 août, la seconde bombe a été lâchée sur Nagasaki. La première bombe et la déclaration de guerre soviétique auraient-elles suffi à convaincre l'Empereur et ses conseillers de capituler ? Pourquoi la seconde bombe a-t-elle été lâchée sur Nagasaki, si peu de jours après la première ? Pourquoi les Américains n'ont-ils pas laissé un peu plus de temps aux Japonais pour évaluer l'impact du premier bombardement atomique et de la déclaration de guerre soviétique ? Certains historiens considèrent que les Américains voulaient mettre un terme à la guerre aussi vite que possible, pas seulement pour sauver des

vies, mais pour cesser les hostilités avant que les Russes n'aient progressé trop loin contre les Japonais en Extrême-Orient. Staline aurait certainement revendiqué un rôle important dans l'occupation d'un Japon vaincu si son armée avait à nouveau payé un prix très élevé en vies humaines. La seconde bombe était-elle un signal musclé des États-Unis à l'Union soviétique, dans la perspective du rapport de force qui allait s'instaurer après la guerre ? Ces questions ont suscité de nombreux débats et différentes interprétations de la part des historiens.

L'examen approfondi des documents historiques montre que l'administration Truman n'a probablement pas beaucoup réfléchi à la manière dont l'usage et la possession des bombes auraient pu être exploités au plan diplomatique après la guerre. Selon toute vraisemblance, les deux bombes ont été lâchées dans un temps très rapproché uniquement dans le but de précipiter les Japonais vers la capitulation. Ce point demeure cependant encore controversé et le restera probablement toujours. Des archives et témoignages japonais laissent également penser que la première bombe n'a pas suffi à convaincre les dirigeants nippons de capituler, mais qu'elle les a ébranlés. La destruction d'Hiroshima a divisé le cabinet de guerre japonais. C'est seulement après l'impact de la seconde bombe que l'Empereur a finalement donné l'ordre de se rendre. Néanmoins, à ce moment-là encore, un groupe de dirigeants militaires jusqu'au-boutistes voulaient quand même continuer le combat¹⁴.

Les historiens se demandent aussi dans quelle mesure un assouplissement des exigences alliées de reddition inconditionnelle aurait permis aux Japonais d'accepter plus facilement la défaite. Les Alliés insistaient pour qu'il soit mis fin au système impérial et à l'institution de l'Empereur, et c'est ce qui constituait le point le plus épineux. Les Américains ne voulaient pas annoncer clairement dans une déclaration publique le maintien de l'institution impériale, de crainte que cela ne soit perçu comme un signe de faiblesse qui enhardirait le parti de la guerre à continuer le combat. Tirant les leçons de la Première Guerre mondiale, la Maison-Blanche voulait s'assurer que les ennemis des États-Unis ne puissent pas prétendre qu'ils n'avaient pas perdu la guerre sur le terrain par les armes. Les nazis avaient déjà exploité la fausse accusation selon laquelle l'armée du Kaiser avait été battue par un coup de poignard dans le dos, trahie par ses propres chefs.

Enfin, l'opinion américaine était massivement opposée au maintien de l'Empereur au pouvoir¹⁵. Un président américain qui aurait accepté cela l'aurait payé très cher sur le plan électoral. Et les Japonais n'avaient pour leur part jamais en-

voyé de signal clair aux États-Unis, leur signifiant qu'ils pouvaient envisager de se rendre, sur la base du maintien de l'institution impériale. Avant même le lâchage des deux bombes, le gouvernement japonais, déchiré par ses dissensions, s'est révélé incapable de faire ce genre de propositions, dérivant au contraire vers la fuite en avant désastreuse. Les sentiments mitigés et les prises de position contradictoires de l'Empereur sur l'issue à donner à la guerre ont créé un contexte dans lequel les chances de parvenir à la paix dans le cadre d'un règlement négocié s'avéraient plus que ténues¹⁶.

Finalement, le sort futur de l'Empereur a été quelque peu adouci, ou tout au moins rendu suffisamment ambigu pour qu'il puisse déclarer mettre un terme à l'effort de guerre japonais. Selon les termes de la contre-proposition américaine, le commandant suprême des forces alliées obtenait le contrôle de l'État japonais, mais il était stipulé que « la forme ultime du gouvernement du Japon serait établie par la volonté librement exprimée du peuple japonais ». Cela n'équivalait pas à une garantie explicite que l'institution impériale allait perdurer, mais restait acceptable par toutes les parties. Cela a permis à l'Empereur, qui est demeuré belligérant jusqu'à l'extrême fin, jusqu'à la seconde bombe, d'« avaler ses larmes » et de se plier aux exigences des Alliés.

Dans les années qui ont suivi le bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, on a suggéré que les Américains auraient pu effectuer un bombardement de démonstration dans un endroit isolé, en présence de témoins et médias, afin de mettre en garde les Japonais sur ce qui les attendait s'ils refusaient de capituler. Cette option n'a pas été sérieusement prise en considération. Tout d'abord, il n'existait à l'époque que deux bombes, chacune d'un type différent, et on craignait qu'une démonstration publique puisse échouer. Mais, plus fondamentalement, les bombes atomiques étaient considérées à l'époque comme une nouvelle arme parmi d'autres, bien qu'extrêmement puissante et destructrice.

On s'est aussi demandé pourquoi les Américains n'avaient pas averti les Japonais qu'ils détenaient une nouvelle arme si dévastatrice. Les Américains ont pourtant bien donné un avertissement lors de la conférence alliée de Potsdam. À la fin de la conférence, le 26 juillet, un ultimatum a été effectivement transmis à l'Empire du Japon, au nom des États-Unis, du Royaume-Uni et de la République de Chine. Le Japon a été sommé de se rendre sans conditions, sous peine de subir une « rapide et grave destruction » (*prompt and utter destruction*). La reddition complète et sans conditions des forces armées a été exigée, ainsi que l'occupation

du pays. Il est vrai que cet ultimatum ne mentionnait pas expressément l'arme nucléaire mais était néanmoins repris dans les médias nippons. Le 29 juillet, le Premier ministre Kantaro Suzuki a prononcé une déclaration indiquant qu'il entendait ignorer l'avertissement, ce qui laissait penser aux Alliés que Suzuki rejetait toute idée de reddition. La première bombe atomique a été alors larguée sur Hiroshima le 6 août, puis la seconde le 9 sur Nagasaki, après un second ultimatum du président Truman, resté sans réponse [□].

L'historiographie et les réflexions éthiques sur l'utilisation des bombes atomiques vont sans doute se poursuivre indéfiniment – et c'est normal qu'il en soit ainsi. Mais les questions qu'on est en droit de se poser et les réponses apportées ne peuvent pas être simples. Les dilemmes et les complexités liés à l'événement demeureront en grande partie insolubles et surtout moralement douloureux – à l'instar des maux de tête d'Harry Truman.

Notes

1. Raconté dans la biographie célèbre de Truman, qui fait désormais autorité, de David McCullough, *Truman*, Simon and Schuster, 1992.
2. McCullough, pp. 440-441. Voir aussi Robert Dallek, *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945*, Oxford University Press, 1979.
3. C'est la thèse de Martin J. Sherwin, développée dans son livre classique *A World Destroyed: The Atomic Bomb and the Grand Alliance*, New York, 1975. Voir aussi Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy: Hiroshima and Potsdam*, Simon and Schuster, 1965, et son *The Decision To Use the Atomic Bomb and the Architecture of an American Myth*, Alfred A. Knopf, 1995, traduit en allemand, japonais et coréen.
4. Entretien avec Elsej, in McCullough, *op. cit.*, p. 442.
5. Voir l'excellent résumé sur Wikipedia, « World War II casualties », http://en.wikipedia.org/wiki/World_War_II_casualties. En français, « Bilan de la Seconde Guerre mondiale », http://fr.wikipedia.org/wiki/Bilan_de_la_Seconde_Guerre_mondiale.
6. John W. Dower, *War without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, Pantheon, 1986, pp. 10-11.
7. Cité dans Daikichi Irokawa, *The Age of Hirohito: In Search of Modern Japan*, traduction Mikisio Hane et John K. Urda, Free Press, 1995, p. 92.
8. Henry L. Stimson, « The decision to use the atomic bomb », *Harper's Magazine*, février 1947, p. 107.

9. J. Samuel Walker, *Prompt and Utter Destruction: Truman and the Use of Atomic Bombs against Japan*, The University of North Carolina Press, 2004, pp. 103-106. Le livre de Walker est en général une excellente présentation brève de l'emploi des deux bombes.
10. *Ibid.*, pp. 38-39 et 92-94.
11. Voir « Bombing of Tokyo », in Wikipedia, et sa brève version en français, « Le bombardement de Tokyo ».
12. Voir par exemple Alperovitz, *op. cit.*
13. Voir Thomas T. Hammond, « Atomic diplomacy revisited », *Orbis*, vol. 19, hiver 1976 ; Richard B. Frank, *Downfall: The End of the Imperial Japanese Empire*, Random House, 1999 ; Herbert P. Bix, « Japan's delayed surrender: A reinterpretation », in *Diplomatic History*, vol. 19, printemps 1995 ; Sadao Asada, « The shock of the atomic bomb and Japan's decision to surrender: A reconsideration », in *Pacific Historical Review*, vol. 67, novembre 1998.
14. Sondage Gallup, juin 1945.
15. Daikichi Irokawa, *The Age of Hirohito...*, *op. cit.* Voir aussi les considérations éthiques dans Victor Davis Hanson, « 60 years later: Considering Hiroshima », in *National Review Online*, 5 août 2005.
16. Voir les résumés de la « déclaration de Potsdam » en français ou en anglais sur Wikipedia.

